



Point Marché du 28 septembre 2020
Rédigé par Alessandra Gaudio
Directrice des Solutions Patrimoniales

Une nouvelle phase délicate

Nous le disions lors de notre dernier commentaire de marché : la reprise sera « sous surveillance ».

La reprise économique, soutenue par la demande des consommateurs après le confinement, commence comme prévu à changer de dynamique. Le retournement sur le marché du travail va être lent et dépendant de la santé des entreprises. Dans l'ensemble, même si le rebond va se poursuivre, le quatrième trimestre pourrait afficher une certaine faiblesse par rapport à la vitesse observée récemment.

De leur côté, les marchés financiers démontrent qu'il est nécessaire de poursuivre des politiques monétaires assurant la liquidité et des taux durablement bas. Ils sont devenus addicts à ces injections et, comme dans tous les cas de dépendance, on ne peut pas baisser la dose sans provoquer des soubresauts.

La Réserve Fédérale a répondu présent et a donné une certaine visibilité aux marchés assurant dans son dernier discours le maintien d'une politique monétaire très accommodante. De leur côté, les gouvernements ont suivi le chemin indiqué par les banquiers centraux en annonçant des mesures de relance au-delà des attentes. La première vague de soutien budgétaire s'est concrétisée par des mesures estimées dans leur totalité à 20 000 milliards de dollars. La deuxième vague de soutien a déjà commencé.

La visibilité manque en revanche sur la sortie de la crise sanitaire et sur l'impact de la première vague de l'épidémie sur l'économie réelle. Sans parler des effets d'une éventuelle nouvelle rechute, si cela devait arriver au cours de cet hiver ...

Les aides budgétaires, censées être temporaires, sont destinées à être prolongées, avec leur lot de conséquences – endettement massif des Etats, secteurs et entreprises « zombies » soutenus artificiellement, programmes d'emploi à court terme constamment étendus, impact fiscal... Faudra-t-il en faire plus ? Et pour combien de temps ?

Pour l'instant, la question des niveaux de dette et de déficit ne préoccupe pas les marchés, tant la tendance est mondiale. Mais deviendront-nous aussi dépendants des relances budgétaires ?

Enfin, nous rentrons désormais dans le rush final des élections pour la présidence des Etats-Unis. Le risque outre Atlantique est celui d'une fracture sociale extrêmement dangereuse, entretenue pour des raisons politiques et qui pourrait entraîner, en cas d'incertitudes sur le vote ou une attitude effrontée de refus du résultat, des mouvements violents.

Dans ce contexte, comment réagir sur les marchés ?

La situation des marchés peut rester délicate dans les prochaines semaines.

Compte-tenu des dynamiques en cours, nous ne serions pas étonnés d'une montée de l'aversion au risque avec la conséquence d'une plus forte volatilité et la poursuite d'un biais plus prudent de la part des investisseurs.

Attention donc aux secousses et prenons conscience des risques dans les portefeuilles, afin d'y apporter la diversification nécessaire pour pouvoir profiter des opportunités.

Toutes les équipes restent à vos côtés, pour vous accompagner.

Les informations contenues dans ce document sont établies par Generali Vie en date du 27 septembre 2020. Ces informations sont données à titre purement indicatif et ne sauraient engager la responsabilité de Generali Vie ou de tout autre entité du groupe Generali. Les informations contenues dans ce document ne sauraient refléter d'une quelconque manière une recommandation ou suggestion de Generali Vie quant à l'opportunité de conserver ou d'adopter une stratégie d'investissement. Aucune décision d'investissement ne devra être faite sur la base de ce document.

Le présent document ne constitue pas une analyse financière au sens de l'article 36.1 du Règlement délégué MIF II et D.321-2 du CMF ; ni ne constitue un conseil de quelque nature que ce soit.

L'investissement sur les supports en unités de compte supporte un risque de perte en capital puisque leur valeur est sujette à fluctuation à la hausse comme à la baisse dépendant notamment de l'évolution des marchés financiers. L'assureur, Generali Vie, s'engage sur le nombre d'unités de compte et non sur leur valeur qu'il ne garantit pas. Les performances passées ne doivent pas être l'élément central de la décision d'investissement du souscripteur. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Generali Vie - Société anonyme au capital de 336 872 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances – 602 062 481 RCS Paris - Siège social : 2 rue Pillet-Will - 75009 Paris - Société appartenant au Groupe Generali immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026.